

CONVENTIONS COLLECTIVES

Convention collective

**IDCC : 1923. – MANUTENTION PORTUAIRE
DE GUADELOUPE
(31 juillet 1995)**

(Bulletin officiel n° 1999-1 bis)
(Etendue par arrêté du 16 avril 1999,
Journal officiel du 28 avril 1999)

**AVENANT DU 9 JUILLET 2015
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE**
NOR : ASET1550888M
IDCC : 1923

PRÉAMBULE

Constatant que la très grande majorité des ouvriers dockers de plus de 55 ans ne bénéficie pas du nombre d'annuités qui leur permettra de liquider leur retraite à taux plein ou avec une carrière complète, les parties signataires ont décidé des dispositions du présent accord.

Le présent accord majore l'indemnité de départ à la retraite des bénéficiaires qui ne disposent pas du nombre de trimestres pour liquider leur retraite à taux plein ou d'une carrière complète. En signant cet accord, les parties souhaitent pouvoir favoriser le départ à la retraite des dockers en compensant, sous forme de capital, une partie du manque à gagner constaté sur leurs pensions.

Article 1^{er}

Indemnités de fin de carrière (rappel des règles applicables)

L'avenant n° 1 à l'avenant du 19 décembre 2014 à la convention collective de la manutention portuaire Guadeloupe, portant sur les conditions d'application de la convention collective nationale unifiée ports et manutention, précise les conditions d'application des indemnités de fin de carrière (départ à la retraite) entre le départ volontaire à l'initiative du salarié et la mise à la retraite à l'initiative de l'employeur.

Article 2

Majoration de l'indemnité de fin de carrière

2.1. Départ volontaire à la retraite

En cas de départ volontaire à la retraite à un âge ne permettant pas la liquidation à taux plein, l'indemnité de départ versée sera majorée comme suit :

TAUX DE LIQUIDATION compris entre	MAJORATION de l'IFC
49 % et 45 %	15 000 €
44,99 % et 40 %	20 000 €

TAUX DE LIQUIDATION compris entre	MAJORATION de l'IFC
Inférieur à 40 %	25 000 €

En cas de départ volontaire à la retraite à un âge permettant la liquidation à taux plein mais avec une carrière incomplète, l'indemnité de départ sera majorée de 7 500 €.

Article 3

Retraite supplémentaire

Les parties avaient convenu, dans plusieurs accords signés depuis le 1^{er} septembre 2014, d'étudier la possibilité de mettre en place une retraite supplémentaire.

Elles décident, par la signature du présent accord, que la mise en place d'une retraite supplémentaire n'est plus d'actualité et que la négociation sur sa mise en œuvre sera reprise lorsque le présent accord ou tout avenant le reconduisant cessera de produire ses effets.

Article 4

Formalités

Dès signature du présent avenant par l'une des organisations syndicales, il sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Ces dernières disposent selon l'article L. 2232-12 du code du travail d'un délai de 8 jours pour exercer leur droit d'opposition. Cette opposition notifiée aux signataires devra être exprimée par écrit, motivée et préciser les points de désaccord.

Après la fin du présent délai, l'accord sera adressé :

- en deux exemplaires à la DIECCTE, dont une version sur support papier, signée des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et une version sur support électronique ;
- en un exemplaire destiné au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes.

Ces deux dépôts seront effectués par l'UEM.

Durée et entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 5 ans. Sauf en cas d'accord de reconduction, le présent accord cessera de produire ses effets le lendemain de son expiration.

Le présent accord entrera en application le lendemain de son dépôt.

Dénonciation. – Révision

Conformément aux dispositions légales, le présent accord ne pourra pas être dénoncé pendant sa période d'application.

Toute demande de révision présentée par l'une des organisations signataires est adressée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des organisations signataires ou adhérentes. Elles doivent comporter un projet détaillé portant sur le ou les points dont la révision est demandée.

Au cas où l'une des organisations signataires formulerait une demande de révision partielle du présent accord, les autres organisations signataires pourront se prévaloir du même droit. Un accord devra intervenir dans un délai de 3 mois à propos des dispositions dont la révision a été demandée. Passé ce délai, si aucun accord n'est intervenu, la demande de révision sera réputée caduque et, de ce fait, le texte antérieur continuera de s'appliquer.

Fait à Jarry, le 9 juillet 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UEM.

Syndicats de salariés :

UGTG ;

UNSA ;

CNTPA CFDT.